

CONVENTION D'OBJECTIFS INVESTISSEMENT

ENTRE

Le Département de la Drôme, sis Hôtel du Département, 26 avenue du Président Herriot 26026 VALENCE Cedex 9, représenté par la Présidente du Conseil Départemental, Madame Marie-Pierre MOUTON, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération de la commission permanente du 27 avril 2020

d'une part,

ET

La ville de Valence, siégeant, 1 Place de la liberté 26021 Valence cedex, et représentée par son Maire Monsieur Nicolas DARAGON, dûment habilité par décision du Conseil municipal, ci-après dénommée « la commune »

d'autre part,

Vu le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles adopté par l'Assemblée départementale du 16 avril 2007,

Vu la convention cadre portant sur l'intégration des zones humides de Châteauvert et de Laprat au réseau des ENS locaux de la Drôme en date du 22 mars 2011 et son avenant du 23 décembre 2019,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre de sa politique Espaces Naturels Sensibles, le Département apporte une aide aux projets (association, collectivité, établissement public, etc.) qui participent, à l'échelle de la Drôme à la connaissance, la préservation et la gestion du patrimoine naturel, au travers notamment d'actions d'inventaires, de suivis scientifiques, de partage des résultats acquis, et de valorisation pédagogique.

Parmi ces actions figurent le soutien et la valorisation des initiatives locales en matière de protection et/ou d'aménagement d'Espaces Naturels Sensibles (ENS).

À ce titre, le Département a décidé d'accompagner la ville de Valence dans son projet de préservation, gestion et valorisation des zones humides de son territoire, classées ENS local.

Article 1. **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre le Département de la Drôme et la commune au titre de l'année 2020, relative à la mise en œuvre des

investissements prévus au plan de gestion de l'ENS « Zones humides de Valence » pour l'année 2020.

Article 2. Obligations des parties

Le Département de la Drôme s'engage auprès la commune à :

- lui apporter une subvention d'investissement au taux de 45% du montant HT du programme d'actions, plafonnée à 1 950 € ;
- lui faciliter le cas échéant les relations avec les différents services départementaux ainsi qu'avec les partenaires extérieurs ;
- valoriser son action au travers notamment des échanges avec les partenaires du Département.

La commune s'engage à :

- valoriser l'engagement financier du Département lors de toute communication liée aux activités de la structure, et ce par tout moyen approprié : apposition de la marque territoriale, mention « avec la participation financière du Département de la Drôme », et lui faire parvenir un exemplaire de chaque édition papier réalisée,
- transmettre au Département un bilan définitif de cette acquisition avant le 20 novembre 2022 ; il comprendra notamment
 - un bilan technique du programme d'actions mentionnant les objectifs atteints et non atteints en précisant les causes
 - l'état récapitulatif des dépenses, visé en original.

Article 3. Conditions financières

Le versement de la subvention départementale, d'un montant de 1 950 € interviendra selon les conditions suivantes :

- 50 %, soit 975 €, à réception des ordres de service ;
- le solde, soit 975 € au prorata des frais réels engagés ; il sera versé sur présentation du bilan définitif mentionné à l'article 2.

Article 4. Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle prendra fin après :

- transmission et contrôle du bilan définitif visé à l'article 2,
- constatation du respect des obligations réciproques des parties.

Article 5. Conditions de résiliation

La présente convention peut être résiliée à tout moment par chacune des 2 parties, sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toutefois, en cas de non-respect des engagements prévus dans la présente convention par le co-contractant, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département à l'expiration d'un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée infructueuse.

PROJET

Envoyé en préfecture le 28/04/2020

Reçu en préfecture le 28/04/2020

Affiché le 04/05/2020



ID : 026-222600017-20200427-CP20200427_17-DE

Dans cette hypothèse, le Département se réserve le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 6. Règlement des litiges

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de rechercher une solution amiable au différend.

En cas d'échec, le litige sera porté devant la juridiction matériellement et territorialement compétente.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, dont un est remis à chaque signataire.

Fait à
Le

Fait à Valence,
Le

Pour La Commune,
Le Maire,

Pour le Département,
La Présidente du Conseil Départemental,

Nicolas DARAGON

Marie-Pierre MOUTON